



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2865
30 juin 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Russie - Ukraine Contre la guerre la vraie rébellion devra venir d'en bas

ARKADY BUDNITSKY/EPA

**Darmanin
et sa police**
Permis de tuer

P. 3

JDD, Bolloré...
**La presse aux
mains du capital**

P. 16

**Dans les
entreprises**
Travailleurs en lutte

P. 12-15

Leur société

- Nanterre : la police tue 3
- Mayotte : l'infâme opération 3
- Emploi : Macron récidive 3
- Anticor : privé du droit de contrôle 4
- Lyon : tentative de censure de Salah Hamouri 4
- Affaire Adama : la justice attend toujours 4
- Tarifs du gaz : des millions d'usagers dans l'angoisse 5
- JO : des Jeux en or 5
- Explosion à Paris : le profit nuit à la sécurité 5
- Enseignants : cela ne pacte pas ! 6
- Collèges : annonces sans suite 6
- Pédopsychiatrie : besoins en hausse et soignants en voie de disparition 6

Il y a 50 ans

- La lutte des travailleurs de Lip : « on fabrique, on vend, on se paie ! » 7

Dans le monde

- Russie : putsch avorté et faiblesse du régime 8
- Ukraine : les vautours par l'odeur alléchés 9
- L'impérialisme et la Russie 9
- Poutine n'aime pas 1917 9
- Hugo Blanco : un militant trotskyste 9
- Sommet de Paris : les pays pauvres attendront 10
- Migrants : victimes de la politique criminelle des États 10
- Diabète : maladie de la pauvreté 10
- Marseille : les habitants sont-ils des cobayes ? 11
- Hôpital Saint-Antoine Paris : l'été sera chaud 11
- JO : l'abus d'argent peut nuire à la santé 11
- Liberté de la presse : au bon vouloir des actionnaires 16
- Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky 16

Dans les entreprises

- France-Thermes - Vichy 12
- Autoliv - Vienne 12
- Innovia 3i - Pontaumur 12
- Fontaine Insertion Grenoble 13
- NTN - Allonnes 13
- Safran - Villaroche 13
- Motherson Rougegoutte Belfort 14
- Forvia/Faurecia 14
- Opcommerce - Tours 14
- Hutchinson Châlette-sur-Loing 15
- France plastiques - Limay 15

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 16

Pour mettre fin à la guerre, il faudra une rébellion qui vienne d'en bas

Au lendemain de la rébellion avortée de Prigojine, les prétendus experts de la Russie se perdent en conjectures. Que recouvre cet épisode tragique ? Une tentative de putsch ou le coup de sang d'un chien enragé ? Prigojine s'est-il rendu indispensable ou finira-t-il noyé dans sa baignoire ? Allons-nous vers un durcissement du pouvoir de Poutine, avec purges et intensification des combats en Ukraine, ou vers sa décomposition ?

Tout est possible. Les luttes d'influence, qui se mènent au sommet de l'appareil d'État russe pour accéder à la mangeoire, sont aussi permanentes que secrètes. Et elles doivent faire rage dans cette période où les échecs de la guerre en Ukraine fragilisent le pouvoir de Poutine.

L'essentiel est de comprendre que les protagonistes, de Poutine à Prigojine, en passant par le ministre de la Défense Choïgou ou le despote biélorusse Loukachenko, sont les représentants d'une seule et même classe sociale : celle des affairistes, les fameux oligarques, qui prospèrent au sein ou à l'ombre d'un appareil bureaucratique autoritaire et corrompu jusqu'à la moelle.

Zelensky et la clique qui l'entoure en Ukraine sortent d'ailleurs exactement du même moule. Ils ont les mêmes mœurs, le même cynisme et le même mépris des classes populaires.

Ce sont tous des vautours qui savent s'entendre quand il s'agit d'opprimer la population, exploiter les travailleurs et s'appropriier les richesses du pays. Quand ils s'estiment lésés, il leur arrive, aussi, de s'entredévorer. Mais ils représentent la même politique d'oppression et de pillage.

Le pedigree de Prigojine, un gangster devenu affairiste, est à l'image de l'oligarchie mafieuse où une des plus grandes qualités requises est d'être dénué de tout scrupule. Ancien bandit condamné à neuf ans de prison, Prigojine a rencontré Poutine en accueillant la jet-set russe dans ses restaurants de luxe, dans les années 2000. Les millions ont commencé à pleuvoir quand le maître du Kremlin lui a attribué de gros contrats dans la restauration collective pour les hôpitaux, les écoles et l'armée.

Prigojine s'est ensuite diversifié et a pris du poids en développant la société de mercenaires Wagner. De cuisinier de Poutine, il est ainsi devenu son boucher, prêt à exécuter toutes ses basses œuvres en Syrie, en Libye, en Afrique ou dans le Donbass. Avec peut-être 25 000 combattants présents en Ukraine, la milice Wagner faisait, hier encore, figure de troupe de choc.

La créature a-t-elle échappé à son créateur ? En tout cas, depuis des mois, la tension grandissait entre Prigojine et l'état-major russe. Ce dernier avait gagné une partie de la bataille en obtenant que les unités de Wagner soient intégrées dans l'armée régulière, ce qui expliquerait la rébellion ouverte de Prigojine.

Une chose est sûre : la population n'a rien à gagner à ces intrigues et révolutions de palais. La seule rébellion pouvant mettre fin à la guerre devra venir d'en bas, des soldats et des classes

populaires sur qui pèse l'essentiel de cette sale guerre.

On se souvient des manifestations contre la guerre qui avaient éclaté en février et mars 2022. En plus des 300 000 mobilisés, l'armée doit écumer les prisons et sortir le portefeuille pour trouver des engagés. Et il n'y a pas besoin de chiffres officiels pour estimer à des centaines de milliers les morts ou les blessés de cette guerre. Dans les régions les plus pauvres, d'où sont issus la plupart des combattants, certaines villes agrandissent déjà leurs cimetières !

Après 17 mois de carnage, l'opposition, ou du moins le ressentiment et les questions n'ont pu que s'accroître. Prigojine n'est certainement pas le seul à accuser les chefs de l'armée d'envoyer les soldats au massacre et de voler leur solde, puisque c'est la réalité. Et il n'est pas le seul à suspecter le haut commandement d'avoir inventé des raisons pour envahir l'Ukraine et gagner des galons !

Si on se réfère à l'année 1917, rappelons que ce fut une révolution faite par les ouvriers, les soldats et les paysans, pour arrêter la boucherie de la guerre, renverser le tsar, les propriétaires et les exploités. Et une telle révolte pourrait bien de nouveau voir le jour.

C'est ce que craint Poutine, tout comme les États-Unis et les autres puissances impérialistes qui sont restés observateurs. Leur attentisme est l'aveu que les maîtres du monde préfèrent un bon dictateur, qu'ils se chargent d'affaiblir dans une guerre sans fin, à une déstabilisation risquant de déboucher sur une révolution.

Pour les travailleurs de Russie et d'Ukraine, une telle révolution serait, au contraire, un formidable espoir. Car elle seule pourrait assurer la paix entre les peuples opprimés et renverser l'oppression, qu'elle soit le fait d'une grande bourgeoisie ou d'oligarques mafieux !

Nathalie Arthaud



Banderole "Non à la guerre" suspendue au-dessus de la perspective Nevski, à Saint-Petersbourg.

Nanterre : la police tue

Mardi 27 juin au matin, Nahel, un jeune de 17 ans d'une cité de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, a été tué d'une balle en plein cœur par un policier.

CAPTURE VIDEO



Le policier a tiré à bout portant sur Nahel.

L'administration a commencé par prétendre que le policier était menacé par un conducteur qui refusait

d'obtempérer. Mais la vidéo, prise par une passante et diffusée sur les réseaux sociaux, montre

clairement qu'il s'agit d'un assassinat. La voiture était arrêtée, ni le conducteur ni les passagers ne menaçaient qui que ce soit, le pistolet était braqué, un seul tir a suffi.

La diffusion des images a eu deux conséquences immédiates. D'une part les jeunes des quartiers environnants ont exprimé leur émotion et leur légitime colère en affrontant la police dans la nuit du 27 au 28 juin. D'autre part, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, qui soutient habituellement les policiers quelles que soient les circonstances, s'est senti obligé de dire que « les images sont extrêmement choquantes ». En vertu de quoi le policier a été mis en garde à vue... ainsi que, mercredi matin, 31 jeunes manifestants.

En 2022, treize personnes ont été tuées par des policiers au prétexte de « refus d'obtempérer ». Le 14 juin encore, un jeune ouvrier d'origine guinéenne est mort entre les mains de la police alors qu'il se rendait à son travail, à Angoulême. On ne peut que constater l'acharnement des forces de répression contre les jeunes des quartiers populaires, particulièrement s'ils sont visiblement d'origine étrangère. Il ne s'agit ni d'un hasard, ni d'une erreur. La police et tout l'appareil d'État sont dressés pour encadrer, réprimer, terroriser au besoin les plus pauvres afin que perdure ce monde d'exploitation et d'injustice. Ce sale travail ne peut être exercé que salement et les prétendues bavures comme le racisme endémique de

la police en sont les conséquences. De plus, dans un contexte de crise sociale et de faiblesse politique du gouvernement, le pouvoir a tendance à lui laisser libre cours. C'est ce qu'a fait Valls, par sa loi de 2017 sur le refus d'obtempérer, et que poursuit aujourd'hui Darmanin, de Mayotte à Sainte-Soline. C'est ce qui multiplie actuellement les exactions policières allant jusqu'aux violences mortelles.

Cela engendre et engendrera obligatoirement la révolte des jeunes qui sont particulièrement visés. Au-delà des exécutants que sont les policiers et leur ministre, il faudra qu'elle sache aussi s'en prendre aux donneurs d'ordre, à savoir la classe possédante.

Paul Galois

Emploi : Macron récidive

« Je fais le tour du Vieux-Port avec vous, je suis sûr qu'il y a dix offres d'emploi », voilà ce que Macron a répondu, lors de sa visite à Marseille, à une mère désespérée de voir son fils sans emploi. Et d'ajouter : « Vous avez des centaines de milliers d'emplois non pourvus dans notre pays. »

Ce n'est pas la première fois qu'il fait ce genre de déclaration. On se souvient de la petite phrase du même genre, adressée à

un chômeur de 25 ans qui l'avait interpellé, affirmant qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail. Cette arrogance a bien

évidemment de quoi révolter. Elle a tout d'une provocation pour des millions de femmes et d'hommes au chômage qui enchaînent de petits boulots, des CDD, des missions d'intérim, et ne trouvent jamais un travail dont le salaire permette de vivre correctement. Ces centaines de milliers d'emplois sont en effet, quand ils

existent, majoritairement rémunérés au smic, voire moins.

Ces petites phrases font partie de toute la campagne orchestrée par le gouvernement contre les chômeurs. Elle lui permet de justifier les attaques contre les allocations de chômage et le RSA, et de tenter de les faire approuver par ceux des

travailleurs qui ont encore un emploi. Les patrons que le gouvernement sert avec tant de zèle voudraient des travailleurs flexibles prêts à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. Pour cela, Macron veut les diviser, mais ne récolte probablement en retour qu'un peu plus de mépris.

Aline Retesse

Mayotte : l'infâme opération

Le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est rendu à Mayotte les 24 et 25 juin, le temps de faire un bilan partiel de son opération de destruction de ce qui servait d'habitation à des centaines de Comoriens venus dans ce département français pour fuir la misère.

En sa présence, les autorités de l'île se sont dépêchées d'organiser des « décasages » comme on organise une partie de chasse pour distraire son hôte... En faisant détruire à coups de bulldozer, flics et gendarmes à l'appui, les cases de pauvres parmi les pauvres, Darmanin a aussi détruit les maigres espoirs de ces familles de trouver du travail, de se faire soigner, d'envoyer leurs enfants à l'école.

Le ministre de Macron est bien sûr satisfait des premiers méfaits de son opération Wuambushu. Il se vante que 250 « habitats

insalubres » aient déjà été détruits. Il se donne jusqu'à la fin de l'année pour démolir les 1 500 autres encore debout. En attendant, 2 000 policiers et gendarmes restent sur place...

Darmanin prétend combattre l'insécurité en pourchassant ceux que l'État français considère comme clandestins. Mais il n'a que faire de l'insécurité la plus totale dans laquelle il a plongé ces hommes, ces femmes, ces enfants qui n'ont plus de toit sur leur tête, qui se cachent dans les bois, dans les égouts comme des bêtes traquées.

Outre la poursuite de l'opération Wuambushu, Darmanin promet la construction d'un nouveau centre de rétention, une nouvelle prison. Il se vante du fait que 66 % des reconduites à la frontière en France se déroulent sur le territoire mahorais. Quel triste record ! Les agissements du ministre et de tous ceux qui prêtent main-forte ou acclament cette opération ne font que renforcer les sentiments xénophobes parmi la population mahoraise et ne peuvent que plaire à l'extrême droite, qui fait là-bas un carton électoral.

Pour faire croire que le gouvernement veut s'attaquer aux vrais problèmes des classes populaires mahoraises que sont le chômage, le manque d'eau potable, etc., le ministre a annoncé



MAYOTTE LA PREMIÈRE

la construction de trois nouvelles retenues collinaires. Mais il n'a pas donné de date d'échéance. Il ne serait pas surprenant que cela se fasse au même rythme que le rattrapage du smic et des autres droits sociaux avec l'Hexagone, qui se font toujours attendre depuis la départementalisation en 2011 !

Darmanin, qui veut continuer son opération séduction auprès des électeurs

du RN, a déclaré qu'il sera à nouveau à Mayotte au mois de septembre. Les travailleurs qui ne se laissent pas prendre au piège de la division entre Mahorais et Comoriens et qui se battent contre les vraies injustices, comme les AESH le 13 juin dernier, devront lui réserver un accueil qui tranche avec les chants et les colliers de fleurs !

Charlotte Dauphin

Anticor : privé du droit de contrôle

Le tribunal administratif de Paris a annulé vendredi 23 juin l'agrément dont bénéficiait Anticor. Créée en 2002, cette association se donne pour objectif la « lutte contre la corruption et la promotion de l'éthique en politique »... Tout un programme dans une société dominée par le pouvoir de l'argent !

L'agrément permettait à Anticor de porter des affaires devant les tribunaux pour des faits de corruption ou de prises illégales d'intérêt. Parmi les affaires traitées, l'attribution du Mondial de foot au Qatar en 2022, ou encore les conditions de cession de la branche Énergie d'Alstom à General Electric. Le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, tout comme le secrétaire

général de l'Élysée, Alexis Kohler, sont visés par des procédures initiées par l'association. Anticor affirme que, rien que depuis 2017, l'entourage de Macron a été concerné par quatre condamnations, huit mises en examen et sept enquêtes sont encore en cours.

La décision du tribunal administratif empêche Anticor de porter devant la justice 159 dossiers

actuellement en cours de constitution. Elle risque aussi de remettre en cause les précédents jugements, puisque l'arrêté est rétroactif depuis avril 2021. Cela devrait permettre à certains condamnés pour des faits de corruption de voir leur jugement purement et simplement annulé.

L'opposition, des Républicains à LFI, a poussé des cris indignés, affirmant que l'exécutif ne devrait pas être le seul à pouvoir attribuer de tels agréments. Mais ces partis n'ont pas été épargnés par des scandales de corruption, et quand eux ou leurs prédécesseurs



Le stade al-Wakrah au Qatar.

étaient au pouvoir, on ne les a pas vus œuvrer beaucoup pour faciliter le contrôle et la transparence au sein de l'appareil d'État. Le monde des politiciens de profession s'entend bien à maintenir hors de contrôle de la population des institutions

destinées à servir les intérêts d'une minorité de privilégiés, forcément très liée au monde des affaires. Le vrai contrôle, les travailleurs et la population devront l'exercer par en bas, agrément des autorités ou pas.

Camille Paglieri

Lyon : tentative de censure de Salah Hamouri

Mardi 20 juin, le maire EELV de Lyon, Grégory Doucet, a pris un arrêté d'interdiction de la conférence de Salah Hamouri prévue jeudi 22 juin à la Bourse du travail. Au dernier moment, le tribunal administratif, saisi par les organisateurs, a autorisé la réunion.

Ce militant nationaliste franco-palestinien originaire de Jérusalem-Est, qui a été expulsé vers la France en décembre dernier, a ainsi pu témoigner devant 250 personnes de l'oppression inouïe subie au quotidien par les Palestiniens.

L'État d'Israël cherche à vider Jérusalem des Palestiniens, en les privant de leur nationalité ; des maisons sont quotidiennement détruites au bulldozer. Salah Hamouri lui-même a passé dix ans en prison pour son engagement politique.

Certains prisonniers y ont passé 14 ans, en détention administrative par périodes de six mois renouvelables indéfiniment, dans l'arbitraire le plus total, sans que le motif soit connu. L'accès aux soins y est entravé ; des centaines de prisonniers sont morts suite aux tortures. Des jeunes de 16 ans y sont maltraités comme les adultes, mis à l'isolement et privés d'éducation. Et si un prisonnier meurt avant la fin de sa peine, ignominie

supplémentaire, l'administration refuse de rendre le corps à la famille.

Salah Hamouri raconte aussi comment les prisonniers s'organisent collectivement pour tenir face à la violence d'État, avec des cercles politiques, culturels, d'étude, de lecture ; ils ont mené plusieurs grèves de la faim qui demandent toute une préparation clandestine.

Le parti écologiste de Grégory Doucet a beau soutenir, en paroles, la cause palestinienne, la réalité de l'exercice du pouvoir dans une grande ville l'a vite mis au pas. En janvier dernier, le maire avait déjà annulé une table ronde organisée par la mairie où Salah Hamouri devait intervenir, cédant très vite à la préfecture et surtout aux pressions des milieux réactionnaires proches de l'État d'Israël, qui veulent empêcher leurs opposants politiques de s'exprimer librement.

Cette fois-ci, la pression

est aussi venue du gouvernement français, dans un climat plus général d'attaques contre la liberté d'expression et de manifestation, la même semaine que la dissolution des Soulèvements de la Terre. C'est de la préfète du Rhône, comme au mois de mars à Nancy, qu'est venue la demande d'interdiction, sous prétexte de risques de « troubles à l'ordre public ». Son représentant l'a justifié devant le tribunal entre autres par la « présence d'un grand rabbin orthodoxe [dans l'agglomération] venu pour l'inauguration d'une synagogue, dont les positions sont brutes, voire extrémistes. » Justifier la censure par l'extrémisme des opposants, il fallait oser !

Gouvernement d'extrême droite israélien, gouvernement français, maire écologiste de Lyon se retrouvent main dans la main contre la liberté d'expression de ceux qui contestent la loi du plus fort.

Correspondant LO



Salah Hamouri après son expulsion d'Israël en décembre 2022.

Affaire Adama : la justice attend toujours

Sept ans après le décès d'Adama Traoré à la brigade de gendarmerie de Persan, dans le Val-d'Oise, la Défenseure des droits vient de rendre une décision sur ce drame.

Elle ne critique même pas le fait que les gendarmes aient coursé un jeune Noir qui n'était pas recherché, l'aient interpellé violemment et, à trois, l'aient étouffé sous leur poids. Tout juste se

permet-elle de recommander qu'une note sur les dangers du plaquage ventral soit diffusée dans la gendarmerie nationale...

En revanche, la Défenseure remet en cause le comportement des gendarmes

ensuite, lorsqu'ils ont amené Adama à la brigade et l'ont laissé agoniser dans la cour en prétendant qu'il simulait. Elle dénonce le fait que rien n'a été fait pour faciliter l'arrivée sur place du véhicule de secours et que ce ne soit que sur l'insistance des pompiers que les gendarmes ont fini par démenotter le mourant. Elle critique aussi la façon dont

le décès d'Adama a été annoncé devant le portail de la gendarmerie, sans égards pour sa famille venue aux nouvelles, après avoir caché le drame à sa mère.

Ce rapport permettra-t-il de faire redémarrer l'instruction judiciaire sur ces événements du 19 juillet 2016 ? Ce n'est toujours pas certain car la justice a bien des égards

pour des gendarmes qui, eux, n'hésitent pas à lui mentir, déclarant en audition « avoir tout mis en œuvre pour porter assistance à Adama Traoré après son malaise ». Malgré la mobilisation et les manifestations de ceux que ces violences racistes indignent, ils ne sont toujours pas mis en examen...

Lucien Déroit

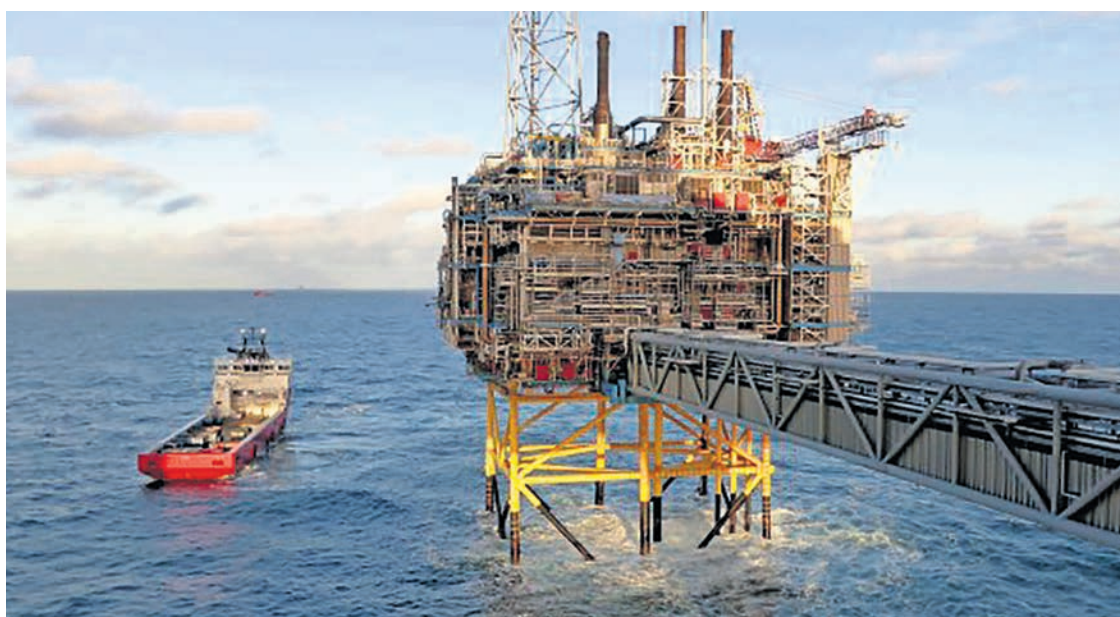
Tarifs du gaz : des millions d'usagers dans l'angoisse

Au 1^{er} juillet, le tarif réglementé du gaz disparaît, en même temps que le bouclier tarifaire instauré en 2021 par le gouvernement. Cela plonge 2,5 millions de consommateurs dans l'angoisse de devoir payer beaucoup plus cher pour se chauffer ou cuisiner.

La fin du Tarif réglementé du gaz (TRG) résulte des choix politiques de tous les gouvernements depuis vingt ans. En 2007, le marché du gaz a été ouvert à la concurrence pour satisfaire l'appétit des géants de l'énergie, comme Total, ENI ou Suez, qui mettaient alors la main sur l'entreprise publique Gaz de France. Les tuyaux acheminant le gaz jusque dans les immeubles restaient les mêmes, gérés par GRDF. Le gaz lui-même continuait de provenir des mêmes pays producteurs, mais il était désormais vendu par une multitude de compagnies se contentant d'acheter des stocks sur le marché européen pour le revendre avec profit. Face au maquis tarifaire ainsi créé, l'État a mis en place le TRG dont il a confié la gestion à Engie. Ce tarif n'a pas empêché les hausses mais les atténuait en lissant les fluctuations du prix sur de longues périodes.

Puis en 2019, les députés macronistes ont voté la suppression de ce tarif réglementé au 30 juin 2023.

Entre ces deux dates, sous prétexte de transition énergétique ou de la guerre en Ukraine, les spéculateurs ont fait exploser le prix de l'énergie. Du jour au lendemain, certaines petites entreprises, les boulangers ou les copropriétés, abonnés à des fournisseurs du marché, ont vu leurs factures tripler, quintupler voire décupler. Faute d'approvisionnement ou pour faire pression, des fournisseurs ont arbitrairement cessé leurs livraisons. Le gouvernement n'a pas envisagé une seconde d'imposer aux compagnies le blocage des prix mais a instauré un bouclier tarifaire pour certaines catégories de consommateurs. Ce bouclier, qui équivaut à une subvention publique aux fournisseurs, disparaîtra le



Plateforme de forage de gaz en Norvège.

1^{er} juillet au prétexte que le prix du gaz est redescendu, pour le moment.

Durant ces deux ans de flambée des prix, le gouvernement n'a jamais envisagé de revenir sur la loi de 2019 et de maintenir le TRG. Pendant des mois, alors que les reportages sur les factures délirantes se multipliaient, les clients du TRG recevaient des courriers les sommant de choisir avant la fin juin 2023 un fournisseur parmi

des dizaines qui prétendent tous être « plus écologistes », « plus avantageux », « moins chers ». Comment ne pas être perplexe, inquiet mais surtout révolté devant ce faux choix et cette absurdité qui ne peut aboutir qu'à une hausse des factures ? Ceux qui ont refusé de choisir vont automatiquement basculer vers une « offre passerelle » de Engie avec un prix établi par la Commission de régulation de l'énergie. Ce

prix, dit « repère », se veut rassurant. Mais son mode de calcul, modifié chaque mois selon de multiples critères dont le prix du marché de gros, est bien trop complexe pour être honnête.

On ne peut pas attendre d'un État entièrement au service des capitalistes les plus puissants qu'il régule ou atténue au profit des classes populaires la folie du marché.

Xavier Lachau

JO : des Jeux en or

Vendredi 23 juin, le Comité d'organisation des Jeux olympiques a révélé le parcours du relais de la flamme, entre mai et juillet 2024.



Au milieu des commentaires enthousiastes, vantant les territoires français, dissertant sur l'état d'esprit des athlètes qui porteront la flamme quelques minutes, on a appris qu'un département devait déboursier quelque 180 000 euros pour que la caravane d'un kilomètre avec tous les sponsors qui accompagnent le flambeau, y fasse étape.

Le Comité s'est montré bien plus discret au sujet des perquisitions qui ont visé, le 20 juin, son directeur général ainsi que le directeur

exécutif des opérations, mis en cause pour prises illégales d'intérêt, détournements de fonds publics et soupçons de favoritisme.

Les JO sont d'abord et avant tout un business extrêmement lucratif. Ils drainent une masse d'argent dont tous espèrent profiter : sponsors, géants du BTP, clubs, médias... Il n'est pas étonnant que des affaires de corruption entachent la fête à chaque nouvelle session. Le président des Jeux de Rio en 2016 a écopé de trente ans de prison pour corruption et organisation criminelle ; un responsable des Jeux au Japon a également été arrêté en mai dernier pour les mêmes faits.

Des Jeux « populaires et exemplaires », comme le vante la propagande gouvernementale, cela n'existe pas dans un monde où tout est transformé en machine à profits.

Camille Paglieri

Explosion à Paris : le profit nuit à la sécurité

L'hypothèse d'une fuite de gaz est privilégiée dans l'explosion, suivie d'un incendie, qui a ravagé le 21 juin un immeuble rue Saint-Jacques à Paris, entraînant un décès et 37 blessés, dont quatre graves.

La plupart des villes, dont Paris, confient l'exploitation du réseau de distribution du gaz à GRDF. Cette société est une filiale à 100 % d'Engie, née de la privatisation de Gaz de France lors de sa fusion avec le groupe Suez en 2008. Après l'explosion de la rue de Trévisse, qui avait fait quatre morts, plus de 60 blessés, et de nombreuses personnes déplacées le 12 janvier 2019, un membre de la commission de contrôle du gaz avait mis en cause l'état du réseau parisien, datant du début du 20^e siècle, devenu « le problème numéro un » pour les pompiers et « la hantise de tous les maires d'arrondissement ».

Il proposait que soient cartographiées et rendues publiques des données, rue par rue, sur l'âge, la qualité et la sécurité du réseau, de façon transparente pour les 500 000 foyers parisiens qui y sont raccordés.

Quelques mois plus tard, une enquête d'Envoiyé spécial diffusée sur France 2 mettait en lumière la responsabilité de GRDF, à travers sa politique de réduction des effectifs, la réorganisation des services, la remise en cause des formations conduisant notamment à ce que les services d'urgence ne soient plus en mesure de faire face. Une expertise a mis en cause

la mairie de Paris. À sa demande, une nouvelle enquête a dû être faite et ses conclusions ne seront connues que le 30 juin, trois ans et demi après la catastrophe. Enfin, il faut rappeler que les sociétés d'assurance ont réussi à ce que la plupart des victimes ne soient pas encore indemnisées, malgré l'action des associations.

La seule chose qui a changé est le bénéfice d'Engie, en hausse de 62 % en 2022 par rapport à 2021. Les actionnaires se partagent 3,4 milliards d'euros de dividendes, une somme qui, non seulement pourrait permettre de faire baisser les factures, mais aussi d'embaucher le personnel nécessaire pour garantir la sécurité et renouveler les réseaux, à Paris et en province, de façon à éviter de nouveaux drames.

Jean Sanday

Enseignants : cela ne pacte pas !

Depuis que Macron et son ministre de l'Éducation ont annoncé de quelle manière ils comptent augmenter les salaires des enseignants, des discussions ont lieu dans les lycées, collèges et écoles.

Les enseignants doivent décider de signer en fin d'année un pacte qui s'est un peu précisé semaine après semaine pour les directions comme pour le personnel. Ce pacte peut être résumé par la formule « travailler plus pour gagner plus ». Le ministère voudrait régler un certain nombre de problèmes sans embaucher et satisfaire une minorité d'enseignants au détriment de la majorité. Ainsi, un certain nombre de possibilités de faire plus d'heures de travail existant déjà, comme le remplacement d'absences d'enseignants de courte durée, l'aide aux devoirs, des

missions de suivi d'élève, de tutorat, de mise en place de projet. Mais désormais, elles seront inscrites à l'avance. Ceux qui accepteront bénéficieront d'une rémunération annuelle supplémentaire au maximum de 7 500 euros.

Certains professeurs prenaient déjà en charge des heures libérées par leurs collègues absents pour réussir à tenir le programme ou pour pallier le fait que l'administration laissait des élèves sans enseignant pendant des mois. Ils le faisaient ponctuellement, pour leur porte-monnaie mais aussi en fonction de l'intérêt des élèves. L'aide aux devoirs,

se fait sur la base du volontariat des enseignants mais aussi des élèves. Et certaines de ces missions étaient remplies plus ou moins bénévolement sur la base de l'engagement du personnel sur une classe, en fonction des besoins.

Cette transformation à la sauce ministérielle inquiète. Cet engagement tacitement reconductible d'année en année risque de ne pas tenir compte des réalités du terrain, des emplois du temps et autres contraintes. De plus, chacun se demande comment évoluera l'ambiance dans des établissements scolaires entre ceux qui auront des rémunérations en hausse du fait de ces missions, alors que d'autres ne pourront plus du tout y participer. L'inquiétude porte



aussi sur l'écart prévisible qui en résultera entre les rémunérations des femmes et celles des hommes.

Le gouvernement a déjà dû modifier son projet dans les lycées professionnels pour avoir une chance de

trouver des enseignants prêts à le suivre car, pour le moment, dans un grand nombre d'établissements, ils ne se sont pas précipités pour adhérer au pacte. Et c'est tant mieux.

Inès Rabah

Collèges : des annonces sans suite

Lundi 26 juin, au cours de sa visite à Marseille, Macron s'est mis en scène dans un « moment d'échange » avec des habitants de la Busserine, dans les quartiers Nord. À propos de l'éducation, il s'est livré à un exercice qu'il maîtrise bien : promettre un peu, mentir beaucoup.

« Dans vos quartiers, on va faire le collège de 8 heures à 18 heures, c'est-à-dire que vos enfants seront pris en charge pédagogiquement, de 8 heures à 18 heures », a dit le président, assurant même que, d'ici la fin de son quinquennat, cela s'appliquerait dans tous les collèges du Réseau d'éducation prioritaire (REP). Difficile de ne pas s'agacer devant un Macron vantant les mérites d'un élargissement de l'accueil pédagogique, alors que les cours eux-mêmes ne peuvent être assurés en cas d'absence des enseignants

faute de remplaçants !

Que les enfants des quartiers les plus défavorisés aient accès au collège en dehors des heures de classe est évidemment une bonne chose. Cela existe d'ailleurs déjà dans bon nombre d'établissements, où des dispositifs d'aide aux devoirs permettent aux élèves de les faire dans de bonnes conditions, avec l'aide d'adultes. Mais le problème du personnel des collèges, et des lieux d'éducation en général, n'est pas de manquer d'idées sur ce qu'il faudrait faire, ni de bonne volonté ou d'enthousiasme

pour l'appliquer. C'est, encore et toujours, de manquer de moyens, humains et matériel, pour les mettre en œuvre.

Les réseaux d'éducation prioritaire ont eu droit à d'autres réformes, dont la plus médiatisée par le gouvernement était le dédoublement des effectifs des CP, puis des CE1. Cette mesure, effectivement indispensable au moment de l'apprentissage des bases de la lecture et de l'écriture, s'est faite à moyens quasi constants et a donc abouti à surcharger d'autres classes et à supprimer les postes d'enseignants remplaçants.

Aux enfants des quartiers pauvres et à leurs parents, Macron n'a que du vent à proposer : une autre forme de son mépris social.

Nadia Cantale



Au gymnase municipal du quartier de la Busserine à Marseille.

Pédopsychiatrie : besoins en hausse et soignants en voie de disparition

D'après une enquête de Santé publique France, plus d'un enfant de 6 à 11 ans sur dix présenterait au moins un trouble psychologique. Près de 800 000 enfants scolarisés en école primaire connaîtraient donc des problèmes de santé mentale.

Ce constat frappe par son ampleur, mais n'est pourtant pas une surprise : en 2021, le Défenseur des droits estimait déjà que les besoins en psychiatrie de l'enfant avaient doublé en vingt ans, tandis que le Haut conseil de la famille (HCFEA) révélait que la prise de médicaments psychotropes par des enfants avait doublé en seulement sept ans. Antipsychotiques, antidépresseurs, hypnotiques et autres sédatifs seraient consommés par un enfant sur vingt.

La secrétaire d'État à l'enfance présentait cette hausse brutale comme un succès des gouvernements Macron, passant sous silence que le rapport s'inquiétait de prescriptions hors autorisation ou hors diagnostic, ciblant la pénurie de professionnels de santé spécialisés.

En désespoir de cause, des médecins appellent aujourd'hui à ce que les parents jouent le rôle de « vigie ». Mais à qui pourraient-ils s'adresser pour répondre à leurs questions et prendre en charge leurs enfants ?

Les infirmières scolaires ont dénoncé, lors d'une

marche blanche organisée le 23 mai, leur nombre très insuffisant, une infirmière pour 1 500 enfants scolarisés. Âgés en moyenne de 65 ans et absents de 17 départements, les pédopsychiatres sont en voie de disparition. Quant aux centres destinés aux soins psychiques de l'enfant (notamment les CMP), les délais d'attente étaient de six mois en moyenne en 2018 (18 mois en Seine-Saint-Denis en 2021).

Feignant d'ignorer cette pénurie, le ministre de la Santé, François Braun, ose se féliciter que les enfants aient, dès l'âge de trois ans, droit à huit séances remboursées chez un psychologue. C'est du cynisme car en fait, tout ce que le gouvernement a à proposer, ce sont des Assises de la santé mentale ou des « Psychodons » sur le modèle du Téléthon.

Ce sont des paroles pour le public, rien pour les enfants... même pas pour ceux qui ont été identifiés, dans ces enquêtes récentes, comme présentant des troubles de santé mentale.

Sacha Kami

La lutte des travailleurs de Lip : "On fabrique, on vend, on se paie!"

Du printemps à l'hiver 1973, l'audace des travailleuses et des travailleurs des montres Lip face aux licenciements marqua les esprits bien au-delà de la ville de Besançon où se trouvait l'usine. Après avoir occupé celle-ci, ils relancèrent la production par eux-mêmes, en se passant de patron.

Il y avait trois activités chez Lip : les montres mais aussi la mécanique (machines-outils) et l'armement. En 1962, la grande usine moderne du quartier de Besançon-Palente permettait de produire jusqu'à 600 000 montres à quartz par an. Sur 1 300 employés, on comptait 800 femmes, souvent qualifiées pour des travaux de précision.

Le patron historique, Fred Lip, avait la réputation d'être fantasque et brutal. Face à lui se trouvait un groupe de militants du PSU et de la CFDT, à dominante catholique sociale, mené notamment par Charles Piaget. Ce noyau fut renforcé par la génération issue de mai 1968, à l'occasion de deux semaines de grève avec occupation.

Confrontés à la concurrence d'entreprises comme Seiko et Kelton, les actionnaires décidèrent de licencier les travailleurs des secteurs « industrie mécanique et services annexes » et cessèrent de verser les salaires en juin 1973, en attente d'un éventuel repreneur.

Les travailleurs prennent leur sort en main

Le 12 juin, lorsque la direction convoqua un conseil d'administration exceptionnel, les délégués syndicaux sonorisèrent la salle afin que les travailleurs rassemblés à l'extérieur puissent entendre. Las de se faire lanterner, ceux-ci envahirent la salle, demandèrent des comptes, séquestrèrent les directeurs et s'emparèrent de leurs documents. Ils découvrirent les plans patronaux tenus secrets depuis des années : blocage des salaires, 480 licenciements, et même le conseil gouvernemental de « reporter [ces opérations] après les élections législatives de mars 1973 ».

Le préfet envoya les CRS, qui furent repoussés. L'usine occupée par les grévistes et leurs familles devint un lieu de démocratie ouvrière, une vraie ruche où les tâches étaient réparties : tours de garde, buvette, rédaction de bulletins d'information, comptabilité, entretien des espaces verts,



BERNARD FAILLE

préparation des repas, etc. Un comité d'action se créa et fit des propositions. Mais les décisions furent prises le plus collectivement possible, dans des assemblées générales quotidiennes et ouvertes.

La première initiative fut de mettre en sûreté le « trésor de guerre ». Des milliers de montres furent cachées dans les campagnes, parfois avec la complicité des curés. Des ventes militantes permirent à ceux qui voulaient soutenir la lutte de faire un acte politique de solidarité. Si le gouvernement et les défenseurs du droit bourgeois accusèrent ces acheteurs de recel, la population ouvrière, elle, trouvait légitime que les travailleurs disposent du fruit de leur travail.

Le 18 juin, l'assemblée générale décida de redémarrer une chaîne d'assemblage. Une banderole dans la cour de l'usine affirmait : « C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie ! » Prenant en main tous les aspects de la production et de la vente, les travailleurs et travailleuses de Lip eurent la fierté d'assurer leur

salaire par ces « paies sauvages » pendant six mois.

Police et CRS reprirent l'usine mi-août. Qu'à cela ne tienne, expliqua Charles Piaget : « L'usine, c'est pas des murs, c'est là où sont les travailleurs ». Ayant déménagé des machines, les grévistes reconstituèrent des ateliers de montage en différents endroits de la ville. Ils reprirent leurs réunions dans les cinémas ou les gymnases.

Le noyau organisateur défendait l'idée que le rôle des délégués était non pas de diriger mais d'animer la lutte. Au fur et à mesure, des confiances se nouèrent dans les rangs des travailleurs en lutte, syndiqués ou non. En prenant conscience, des personnalités se révélèrent. Les grévistes contrôlaient leurs porte-parole.

"Lip vivra!"

Le gouvernement envoya un médiateur, Giraud, qui proposa un plan incluant 354 licenciements et le retour à une gestion patronale. Mais ce fut à l'inverse « l'autogestion » qui fut discutée lors de la gigantesque manifestation de soutien du 29 septembre 1973 : comment se passer des patrons pour de bon, chez Lip... et ailleurs aussi ? Cette manifestation mémorable réunit plus de 100 000 personnes, autant que la population de la ville.

L'assemblée générale refusa le plan Giraud. Aucun travailleur de Lip ne devait se retrouver au chômage ! Ils restaient toutefois isolés. Les directions syndicales nationales CGT et CFDT affirmaient soutenir la lutte mais, comme aujourd'hui, leur seule perspective était de trouver une « solution industrielle viable ». Pour elles, la lutte des Lip était un cas particulier. Pourtant, elle dépassait de loin les circonstances locales : combien de travailleurs furent confrontés à de tels plans de licenciements par la suite ? La démonstration de ce qui

était possible chez Lip ne valait-elle pas pour toute la société ?

En octobre, le Premier ministre Messmer exprima tout l'agacement patronal face à cette lutte : « Je vous le dis, Lip, c'est fini ». Pour lui, une démonstration d'autorité était nécessaire, car cette audace pouvait inciter d'autres travailleurs à oser se payer sur le capital. Dans les accords de Dole de janvier 1974, Messmer s'assura avant tout que les sept tonnes de documents et de matériel que les Lip s'étaient réappropriés seraient récupérés. L'État chargea un jeune patron rocardien à l'image souriante de « patron-social », Claude Neuschwander, de créer une entreprise qui promettait de reprendre tout le monde.

À la reprise d'activité, la nouvelle entreprise fut vite fragilisée. Hostiles, des petits patrons du Haut-Doubs refusèrent de livrer des composants de montres. Puis l'État interrompit les commandes d'horloges de tableaux de bord pour voitures Renault – alors nationalisée à 100 %. Après une dizaine d'années, les projets industriels firent faillite.

En allant jusqu'au bout de leur lutte collective pleine d'initiatives, en prenant le contrôle de leur entreprise pendant des mois, ceux de Lip ont fait la démonstration que les travailleurs, qui produisent toutes les richesses, sont capables de le faire sans patron ni actionnaire sur leur dos.

C'est cet exemple que les patrons craignaient alors que démarrait la crise économique, avec les vagues de licenciements qui n'ont pas cessé depuis.

Olivier Timond

On peut lire avec intérêt le petit livre de Charles Piaget « On fabrique, on vend, on se paie, Lip 1973 », avril 2021 Éditions Syllepse 5 euros.



DR

Russie : putsch avorté et faiblesse du régime

Dans la nuit du vendredi 23 juin, les hommes de Wagner, ce groupe de mercenaires servant de supplétifs à l'armée russe en Ukraine, ont investi la ville russe de Rostov-sur-le-Don, à proximité immédiate du Donbass en guerre, devenue le quartier général du commandement russe.

De là, leur chef, Evgueni Prigojine, a lancé une colonne motorisée en direction de Moscou et, alors que Rostov est à plus de 1 000 km, certaines unités ont pu en une journée arriver à 400, voire 200 km de la capitale. C'est dire si elles n'ont guère rencontré de résistance et si les forces militaires et policières, pourtant bien plus nombreuses que les 25 000 hommes de Wagner, sont restées l'arme au pied. Est-ce par peur, par incompetence, par manque de directives ? Sans doute un peu de tout cela. Si Prigojine n'a pas reçu d'appui direct de leur part, Poutine non plus, ce qui en dit long sur le degré d'affaiblissement de son autorité et sur les fractures entre certains des clans qui se partagent le pouvoir.

Le soir-même, alors que le régime semblait incapable d'arrêter les Wagner, Prigojine a annoncé tout stopper « pour éviter un bain de sang ». Le prétexte invoqué est cynique, de la part du chef d'une bande de mercenaires connus pour leur cruauté. Et c'est avec le même cynisme que Poutine, pour justifier son impuissance, a prétendu aussi avoir voulu éviter l'effusion de sang.

En fin de compte, un accord a donc été conclu entre le Kremlin et le patron des Wagner, par l'intermédiaire du président biélorusse Loukachenko, allié et vassal de Poutine. Mais cet accord ne règle évidemment pas tout.

Le conflit couvait depuis longtemps

Face à l'enlisement de l'armée russe en Ukraine, certains n'hésitent plus à critiquer la façon dont le Kremlin mène les opérations, y compris au sommet de l'État. Pour l'instant, les bureaucrates et les oligarques restent globalement loyaux à Poutine, du moins en apparence. Mais devant un avenir de plus en plus incertain, nul doute que dans les coulisses beaucoup s'interrogent sur l'intérêt de prolonger la guerre et sur la succession de Poutine.

Prigojine, à la tête de son armée privée, critiquait depuis des mois ouvertement l'état-major et le ministre de la Défense, cherchant à se faire valoir auprès de Poutine. Il les qualifiait de corrompus et de menteurs, les accusant d'envoyer les Russes au front sans matériel, ni encadrement, ni préparation. Cette démagogie – car ses propres hommes ne sont guère mieux considérés – a sans doute éveillé un écho parmi les soldats, leur famille et sans doute bien au-delà. C'est ce que pense très largement la population de son armée et de ses officiers depuis les guerres d'Afghanistan et de Tchétchénie.

Ainsi Prigojine s'est attiré l'hostilité des officiers supérieurs et du pouvoir, car même s'il se gardait d'incriminer nommément Poutine, ses accusations le mettaient indirectement en cause. Il a même osé dire qu'en fait



Le départ des troupes Wagner de Rostov.

l'Otan ne représentait pas une menace et que la guerre avait été décidée uniquement « pour qu'un groupe de salauds soit promu ». Début juin, sous la pression de l'état-major, une loi a donc été promulguée pour intégrer les sociétés militaires privées au sein de l'armée d'ici le 1^{er} juillet. Par la suite, Prigojine a affirmé que le but de son coup de force n'avait jamais été de renverser le pouvoir, mais de « sauver son groupe ».

Un valet qui mord la main qui l'a nourri

Poutine a été pris à son propre piège car il a largement contribué à faire la force de Prigojine et du groupe Wagner. Les milices privées ont proliféré en Russie dès les années 1990, alors que les clans bureaucratiques, mafieux et oligarchiques qui avaient émergé à la faveur de la dissolution de l'URSS se livraient une guerre sans merci pour accaparer les richesses et des pans entiers du pouvoir. Dès le départ, ces affairistes se sont pressés de constituer des gardes d'hommes armés, qu'on voyait partout dans les

rués et dans les lieux publics, mitrailleuse au poing.

Quand Poutine, au début des années 2000, a entrepris de reprendre l'appareil d'État en main, certaines de ces milices privées ont dû se faire plus discrètes, tandis que d'autres sont devenues de quasi-gardes prétoriennes. Prigojine, ex-taulard du temps de l'URSS, devenu businessman et ayant noué des relations avec nombre de hauts bureaucrates dont Poutine, a pu ainsi proposer ses services au régime. C'était loin d'être un cas isolé en ex-URSS : il suffit de rappeler, côté ukrainien, le bataillon Azov, accusé comme Wagner de crimes de guerre avant d'être intégré à l'armée ukrainienne.

Bien que le groupe Wagner n'ait aucune existence légale, il a pu entraîner ses hommes dans des casernes et bénéficier d'équipements de l'armée russe et de fonds pour payer ses mercenaires. Wagner est intervenu dans le Donbass, puis en Syrie, en Libye, en Centrafrique, au Burkina-Faso, au Soudan et au Mali où, depuis 2022, près de 1 500 mercenaires seraient présents. Prigojine aurait aussi financé les « usines à troll » qui inondent les réseaux sociaux internationaux de messages pro-russes.

Le recours d'un État à des milices privées ne concerne pas que la Russie, loin de là, mais leur poids grandissant, en particulier depuis le début de la guerre en Ukraine, est révélateur des difficultés rencontrées par le pouvoir.

Le régime ébranlé par la guerre

Poutine a accusé Prigojine de planter « un coup de poignard dans le dos de l'armée et du peuple » mais a été incapable de l'arrêter. Moscou s'est barricadé avec fébrilité,

certain privilégiés l'ont même fui, tandis qu'on décrétait l'instauration du « régime antiterroriste ». À présent, Poutine essaie de sauver la face mais, ne pouvant ni ne voulant mater cette milice de soudards qui peut encore servir, il doit les ménager. Prigojine a obtenu le droit de s'exiler en Biélorussie, la promesse qu'il ne serait pas poursuivi, et l'intégration de ses soldats dans l'armée devrait continuer comme si de rien n'était.

Le putsch a échoué, mais cela ne veut pas dire que certains des militaires aujourd'hui en position de force ne chercheront pas eux-mêmes, demain, à se débarrasser de Poutine et de son discrédit croissant. L'État bureaucratique russe est divisé en de multiples clans rivaux. Pendant vingt ans, Poutine a joué un rôle d'arbitre entre eux et incarné leurs intérêts communs, en cherchant à restaurer et maintenir un État fort face au monde impérialiste qui voulait réduire la Russie à la portion congrue.

L'édifice ainsi reconstitué dissimulait ses contradictions internes mais elles n'ont pas disparu et ont fini par le fragiliser. La crise économique, les sanctions prises par les pays impérialistes occidentaux, et à présent la guerre, ne pouvaient que finir par l'ébranler. Si le conflit apparu entre Wagner et l'armée n'est encore qu'une fissure, il ne sera certainement pas le dernier de ce type.

Soldats et travailleurs russes, eux, n'ont rien à espérer de ces loups qui s'entre-dévorent. Ils ne peuvent compter que sur leur propre révolte contre les privilégiés et leur régime barbare.

Pierre Merlet



Des miliciens de Wagner en Syrie.

Ukraine : les vautours par l'odeur alléchés

Une conférence internationale, consacrée à la reconstruction de l'Ukraine, s'est tenue mercredi 21 juin à Londres alors même que la guerre en Ukraine se poursuit.

Les entreprises occidentales lorgnent déjà sur les centaines de milliards que cela pourrait nécessiter.

Ce second sommet pour la reconstruction de l'Ukraine, après celui de l'année dernière en Suisse, voulait « stimuler » les investissements

privés. Car si les bombardements et les combats détruisent les routes, les bâtiments et les infrastructures essentielles du pays, si la population doit subir violences et privations, la guerre est aussi une affaire très lucrative. Quatre-cents grandes

entreprises étaient représentées à ce sommet londonien, comme Hyundai ou BP, pour tenter de grappiller une part du gâteau estimé entre 400 et mille milliards de dollars.

Cette grand-messe, où étaient présents des chefs d'État, des Premiers ministres, des délégations d'une soixantaine de pays, servait surtout à rassurer ceux, qui, malgré le profit espéré, pourraient être refroidis par l'incertitude liée au conflit. D'où l'annonce de nouvelles aides : 1,3 milliard de dollars supplémentaires pour les

États-Unis – hors aide militaire et humanitaire –, 3 milliards de prêts bancaires pour la Grande-Bretagne. La France quant à elle a présenté un mécanisme d'assurance mis en avant par la Banque française de développement. Mais ces « aides » n'ont rien de désintéressé. Elles devront tôt ou tard être remboursées. Qui paiera cette dette qui ne cesse d'augmenter ? Le gouvernement ukrainien, soutenu par les financiers du monde entier, présentera l'addition à sa population, même si tout le monde, au

sommet de Londres, a affirmé que ce devait être à la Russie de payer des réparations. On voit ce que valent les « amis » de l'Ukraine, qui fournissent des armes pour alimenter le conflit d'une main, et espèrent se remplir les poches avec les marchés de la reconstruction de l'autre. Le cynisme de ces vautours attirés par l'odeur du profit éclaire ce que valent leurs déclarations sur la démocratie et la liberté du peuple ukrainien.

Camille Paglieri

L'impérialisme et la Russie, ennemis et complices

Bien des commentateurs l'ont dit : si « l'Occident » – autrement dit l'impérialisme – fait tout pour affaiblir la Russie et le régime de Poutine, il ne souhaite pas pour autant une déstabilisation du pouvoir russe qui aurait lieu dans n'importe quelles conditions. Un opposant de longue date à Poutine, l'oligarque Khodorkovski aujourd'hui en exil, s'est bien exclamé en voyant Prigojine partir à l'assaut de Moscou : « *Même le diable, il faudrait l'aider s'il décidait d'aller contre ce régime !* » Soit dit en passant cela suffit à juger ceux que l'Occident présente comme des démocrates et des libéraux. Cependant les dirigeants occidentaux sont restés bien plus réservés.

Car tout en faisant la guerre à la Russie en

Ukraine, comme deux brigands se disputent un butin, les dirigeants de l'impérialisme partagent aussi une complicité fondamentale avec Poutine et le pouvoir russe, une crainte commune de tout ce qui pourrait menacer la stabilité sociale. On l'a vu quand Poutine est intervenu au Kazakhstan en janvier 2022 pour mater la contestation ouvrière, avec l'approbation tacite des Occidentaux.

Nul doute que, si demain la guerre amenait en Russie les soldats à se révolter contre leurs officiers et à fraterniser avec ceux d'en face, et les travailleurs à se révolter contre un régime de caserne, les dirigeants occidentaux se trouveraient solidaires des dirigeants russes contre la classe ouvrière.

P. M.

Le « tsar » Poutine n'aime pas 1917

Dans son allocution télévisée du 24 juin, Poutine a une nouvelle fois fait allusion à 1917 en réécrivant l'histoire. Selon lui, si la Russie tsariste n'a pas pu vaincre dans la Première Guerre mondiale, c'est à cause « *de Russes qui avaient tué des Russes* », parce que « *les intrigues, les querelles, la politique politicienne dans le dos de l'armée et du peuple ont provoqué le plus grand choc, la destruction de l'armée et la désintégration de l'État.* »

Comprenez que Prigojine, par sa trahison, menaçait d'en faire autant et de déclencher une guerre civile,

dont Poutine voulait agiter le spectre pour rassembler la population derrière lui. Mais en 1917, ce n'est ni une mutinerie, ni un putsch militaire, qui a renversé le tsar, c'est la révolution. Des centaines de milliers de travailleurs, des millions de soldats, se sont organisés dans les soviets pour mettre fin aux privilèges des classes dirigeantes, précipitant du même coup la fin de la guerre mondiale, cette boucherie qui durait depuis trois ans. Alors, pour les travailleurs, 1917 n'est pas un épouvantail, mais la voie à suivre !

P. M.



Un village ukrainien détruit par la guerre.

Hugo Blanco : un militant trotskyste

Hugo Blanco, militant péruvien longtemps lié au Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, vient de mourir le 25 juin à l'âge de 88 ans.



Né en 1934 dans la région de Cuzco, d'un père avocat et d'une mère petite propriétaire terrienne, il partit en 1954 à Buenos Aires pour y faire des études d'agronomie où il se lia avec les militants trotskystes du courant moréniste, ce qui l'amena à abandonner ses études. Il alla militer comme ouvrier dans les « frigoríficos », où était conservée la viande argentine avant d'être expédiée vers le marché mondial, un secteur où il fallait affronter les syndicalistes péronistes qui se comportaient parfois comme des gangsters.

Rentré ensuite au Pérou pour tenter d'y poursuivre la même activité à Lima au sein du groupe trotskyste local, la répression le ramena à Cuzco où le système d'exploitation des paysans, hérité de l'époque coloniale, était au bord de l'explosion. Il y intégra un syndicat de paysans et devint, en 1962, secrétaire général de la Fédération des travailleurs paysans du département. Une grève dure commença contre les salaires de misère, les mauvais traitements, et déboucha sur un mouvement d'occupation des terres. Face à la répression militaire, Blanco organisa l'autodéfense armée des paysans. Lors d'une fusillade avec la police, il tua un policier. Emprisonné en mai 1963, il échappa à la peine de mort grâce à une campagne internationale qui mobilisa les organisations trotskystes et des intellectuels comme

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir.

En prison, Hugo Blanco subit la torture et des conditions de détention difficiles. Gracié, il partit en exil en Argentine, au Chili et en Suède. Au Chili, pendant la présidence d'Allende (1970-1973), il milita au sein des cordons industriels qui mobilisèrent des travailleurs contre la menace d'un coup d'État militaire.

Revenu au Pérou à la fin de la dictature militaire en 1978, il fut élu député ou sénateur à plusieurs reprises avant que la présidence Fujimori n'instaure un nouveau régime autoritaire. Le groupe trotskyste qu'il dirigeait, le PRT, dut aussi affronter les attaques du Sentier lumineux.

Certains des choix politiques d'Hugo Blanco étaient pour nous contestables, mais il a été un militant luttant toute sa vie du côté des exploités et nous avons été heureux de le rencontrer en France, notamment lors d'une fête de Lutte ouvrière.

Jacques Fontenoy

Sommet de Paris : les pays pauvres attendront...

À l'initiative de Macron, une quarantaine de chefs d'État, des représentants d'ONG et de sociétés privés, des philanthropes à la Bill Gates se sont donné rendez-vous les 23 et 24 juin à Paris.

Il s'agissait de redéfinir, rien de moins, un « nouveau pacte financier mondial » censé aider les pays pauvres à faire face au surendettement et au réchauffement climatique.

À l'occasion de ce Sommet, certains chefs d'État comme le brésilien Lula ou la Première ministre de la Barbade, Mia Motley, ont dénoncé la responsabilité des grandes puissances industrielles dans la crise climatique et le sous-développement d'une partie de la planète. Le Sommet a rappelé – il a eu au moins cette utilité – que depuis trois ans les conditions d'existence se dégradent dans le monde. La sous-nutrition concerne 150 millions de personnes supplémentaires, l'extrême

pauvreté est repartie à la hausse. Le spectre du surendettement ressurgit pour des dizaines d'États, toujours payé d'une catastrophe par leur population.

Alors que le monde brûle de toute les manières possibles, Macron et la quarantaine de chefs d'État réunis à Paris demandent de regarder vers le FMI, la Banque mondiale et les banques d'aide au développement. Ils promettent des apports supplémentaires en milliards de dollars ou d'euros pour irriguer les pays pauvres et les sortir de leurs tourments. C'est grotesque puisque ces officines ont toujours d'abord arrosé les multinationales, et accessoirement les potentats locaux en dessous de table et

pots-de-vin.

À ce propos, une des seules mesures concrètes annoncée à Paris est révélatrice des enjeux : le Sénégal de Macki Sall, dont la police a tué des dizaines de manifestants dans les dernières semaines, va, selon le magazine *Challenges*, « recevoir 2,5 milliards d'euros pour promouvoir les énergies renouvelables ». La somme est prêtée par le FMI, des bailleurs publics et privés, avec le soutien de la France, de l'Allemagne, de l'Union européenne. Total, premier réseau de distribution d'énergie du pays, en bénéficiera sous prétexte de projet vert. Alors que le Sénégal est au bord de la banqueroute, la population ne peut certainement pas regarder ces 2,5 milliards comme une bénédiction puisqu'il faudra les rembourser, avec intérêts.

Migrants : victimes de la politique criminelle des États

D'après une ONG espagnole, trente-neuf personnes, dont quatre femmes et un bébé, qui cherchaient à rejoindre les îles Canaries, sont mortes dans l'Atlantique, mercredi 21 juin, à la suite du naufrage de leur embarcation.

Le lendemain, une quarantaine au moins de migrants a été engloutie au large de l'île italienne de Lampedusa.

Ces drames se succèdent, dans l'indifférence quasi-totale des États. Le contraste avec la mobilisation déclenchée par la disparition du sous-marin Titan et de ses cinq passagers est particulièrement révoltant. Pendant quatre jours, une opération internationale de secours dans l'océan Atlantique, à

700 kilomètres des côtes, a été déclenchée en urgence.

Au même moment, un chalutier a coulé à 87 kilomètres des côtes grecques, transportant quelque 700 migrants, dont encore 500 à 600 sont portés disparus et ne seront jamais retrouvés ni même recherchés. Non seulement le bateau n'a reçu aucun secours alors qu'il avait été repéré et même photographié, mais, d'après les témoignages des survivants, il semble bien que les garde-côtes

grecs aient manœuvré de telle façon qu'ils ont précipité le naufrage et contribué au désastre.

Ce n'est pas un fait-divers mais bien un crime politique et qui se répète au quotidien. La politique décidée par les dirigeants de l'Union européenne refuse la liberté de circulation et d'installation aux migrants et les prive du secours le plus élémentaire en mer, quand ce n'est pas l'attitude des garde-côtes ou gardes-frontières qui est criminelle. Les dirigeants du monde dit civilisé prononcent ainsi des condamnations à mort pour des milliers de migrants.

B. S.



Je dois encore pouvoir faire un peu de pognon avant que tout s'écroule !



Il ne pouvait rien sortir de bien décisif de ce Sommet de Paris, mais Macron a pu soigner sa légende de sauveur de la planète, des dirigeants corrompus jusqu'à la moelle et vivant en vampires sur le dos des populations ont joué aux

bienfaiteurs, des centaines de milliards ont été promis, des affaires se sont conclues.

Les populations, elles, resteront sous le diktat des multinationales, des bailleurs de fonds publics ou privés.

Boris Savin

Diabète : maladie de la pauvreté

Après la publication de son étude dans la revue scientifique *The Lancet*, un scientifique a dénoncé l'inaction face à l'explosion des cas de diabète qui « mettrait en péril la santé des générations actuelles et futures ».

En 2021, 529 millions de personnes souffraient du diabète. La fréquence de cette maladie a déjà doublé en trente ans et, si rien ne change, elle devrait tripler d'ici à 2050, pour toucher plus de 1,3 milliard d'êtres humains.

Il existe des prédispositions génétiques au diabète de type 2, la forme la plus fréquente (96 % des cas), mais les racines de cette maladie sont avant tout sociales, liées notamment à la qualité de la nourriture. Une alimentation trop riche en viande et surtout trop sucrée, comportant peu de légumes et de fruits, constitue le principal facteur de risque, conjointement à la consommation de tabac et d'alcool ou au manque d'activité physique.

Le diabète se nourrit de l'approfondissement des inégalités et des choix de production de l'industrie agroalimentaire, qui sélectionne ses ingrédients en fonction de leur coût, sans égard pour la santé des consommateurs.

Dans les pays riches, les plus pauvres sont ainsi les plus touchés. En France, une étude récente du ministère

de la Santé indiquait que le diabète est la maladie chronique la plus fortement corrélée au niveau de vie, le risque de tomber malade étant près de trois fois plus fort chez les 10 % les plus pauvres que chez les 10 % les plus aisés. La proportion de diabétiques est trois fois plus élevée que la moyenne nationale à la Réunion, deux fois plus élevée en Guadeloupe et en Martinique.

Le diabète risque de devenir un véritable fléau dans les pays pauvres car le manque d'accès aux traitements tels que l'insuline peut entraîner la cécité ou la mort alors que, pris en charge suffisamment tôt, le diabète est considéré comme « réversible ». Les chercheurs appellent donc à développer partout la prévention et les services de santé, à donner aux milliards d'êtres humains menacés un accès à des conditions de vie et une alimentation saines.

Pour cela il faudra d'abord débarrasser la société d'un autre fléau : le capitalisme et sa logique de profit à tout prix.

Sacha Kami

Macron à Marseille : les habitants sont-ils des cobayes ?

Le président Macron, en visite à Marseille à partir du 26 juin, a connu des confrontations houleuses avec les habitants décrivant leurs graves difficultés, notamment la violence employée contre « ceux qui ont renoncé aux soins faute de moyens », mais aussi « ceux qui se privent de manger car ils ont peur de ne pas pouvoir payer leur loyer ».

Macron a aussi pu se montrer, entouré de ministres et de policiers en des lieux où les poubelles étaient vidées, les places et les rues propres comme jamais, les points de deal évacués et nettoyés. Marseille serait, dit-il, un grand laboratoire de lutte contre la pauvreté et l'insécurité qui règnent dans les quartiers. Aussi a-t-il surtout promis plus de policiers, plus de CRS, plus de places de prison. Mais, déjà en œuvre, la pratique du « pilonnage » des points de deal par les policiers n'a fait que les déplacer ailleurs. Depuis le début de l'année, 23 personnes ont été tuées

dans le contexte du trafic de drogue omniprésent.

Les problèmes de fond demeurent, c'est-à-dire le manque d'emplois permettant de vivre avec un salaire correct, l'extrême pauvreté qui en découle, et le sous-équipement des quartiers populaires qui favorisent le trafic de drogue. Les écoles sont en mauvais état, pour la plupart bardées d'amiante. Les commerçants ont depuis longtemps fermé leur boutique, les médecins apparaissent comme une espèce en voie de disparition. Quant aux bureaux de La Poste, aux centres de la Sécurité sociale ou de



GEORGES ROBERT MAXPPP

la CAF, aux bureaux municipaux, ils ouvrent leurs portes de façon sporadique et sont de plus en plus rares et donc éloignés des habitants. Nul besoin d'un « laboratoire » pour le savoir, tout un chacun ici sait que la politique du gouvernement est de réduire encore plus la présence de ces services. C'est bien sa politique, dans la continuité de ses prédécesseurs, qui a multiplié les difficultés pour les habitants des quartiers les plus pauvres. Qui s'en prend aux allocataires du RSA et aux chômeurs si ce n'est ce gouvernement ? Sans même parler du nombre de travailleurs trop âgés pour trouver un emploi et trop jeunes, depuis la dernière réforme, pour voir arriver la retraite.

À Marseille, après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne on a recensé 40 000 logements indignes. Mais les nombreux logements qui, dans le cadre d'un grand projet immobilier, poussent comme des champignons, ont des loyers trop coûteux pour la plupart des travailleurs et bien sûr pour ceux qui vivent d'allocations ou de pensions.

Enfin, et c'est un problème pour tous : les transports en commun insuffisants. Un parent ne pourra inscrire son enfant dans un lycée professionnel qu'à trois quart d'heure de bus et pas dans celui de son choix. Tout déplacement en ville est une expédition. Malgré des travaux en cours pour prolonger les lignes de tramways, les transports

sont loin de répondre aux besoins de cette ville très étendue, sans même parler des liaisons avec les autres villes de la Métropole.

Mardi 27 juin, Emmanuel Macron a annoncé la création d'un nouvel hôpital et la rénovation des CHU.

Mais avec quelles infirmières, aides-soignants, ASH, administratifs pourront-ils fonctionner quand actuellement tous sont déjà surchargés de travail ?

Enfin, à qui iront les millions promis par le Président pour améliorer cette situation ?

Une bonne partie finira inévitablement en rente pour les actionnaires des grandes entreprises sans que la population en bénéficie.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine – Paris : l'été sera chaud

L'été n'était pas encore arrivé que beaucoup de soignants se demandaient comment traverser la période des congés annuels, l'hôpital étant en sous-effectif.

Deux questions se posent : chacun pourra-t-il avoir les vacances qu'il souhaite ? Y aura-t-il assez de lits pour que tous les patients puissent être pris en charge ?

Toute l'année à l'hôpital,

on se heurte au casse-tête des plannings. Durant l'été, cela devient plus que compliqué, bien qu'il faille poser ses vacances avant le 31 mars. Dans quasiment tous les services de soins, les vacances sont bloquées à 21

jours maximum et surtout chacun sait que le sous-effectif sera pire durant l'été. L'effet bénéfique du repos en vacances sera vite oublié dès la reprise du travail, y compris en dehors des services de soins.

Les hospitaliers se rappellent qu'il y a encore quelques années, il y avait un personnel de remplacement de congés annuels (RCA) présent les mois de juillet et août. C'était bien souvent les enfants des travailleurs de l'hôpital ou des étudiants infirmiers. Beaucoup avaient une formation mais n'étaient pris qu'en tant qu'agents hospitaliers, coursiers, etc. sur les postes aux salaires les plus bas. À présent, il n'y a plus aucun RCA, ni de travailleurs en CDD ou en intérim pour les remplacements de vacances.

La seule « solution » trouvée par la direction est de fermer encore plus de lits. En dehors même des congés d'été, on compte déjà en moyenne quotidienne 60 lits fermés à l'hôpital Saint-Antoine, à cause d'un

manque criant de soignants. C'est pire en été : sur 656 lits, 100 ont été fermés dès la première semaine de juin. De la mi-juillet à la fin août il en manquera 200. Le pic de fermetures sera atteint lors de la troisième semaine d'août : il est alors prévu de n'avoir que 447 lits ouverts. C'est dire que cette planification laissera la population complètement dépourvue en cas de canicule débouchant sur une crise sanitaire, comme c'est de plus en plus fréquent.

Cependant, même avec la baisse du nombre de lits ouverts, il n'y a actuellement

aucune visibilité sur les plannings : comme tout au long de l'année, ils dépendent de la réponse aux demandes de la hiérarchie pour des infirmières intérimaires et des heures supplémentaires. Il est donc tout à fait possible que le nombre de lits fermés soit encore supérieur.

La politique gouvernementale d'économies ne peut qu'entraîner des dégradations : de la santé de ceux qui viennent à l'hôpital pour se faire soigner, et des conditions de travail de ceux y gagnent leur vie.

Correspondant LO



Manifestation du 7 juin 2020.

JO : l'abus d'argent peut nuire à la santé

Le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024 a déclaré qu'il se conformerait à la loi Evin qui interdit de vendre des boissons alcoolisées dans des enceintes sportives.

Mais cela ne s'appliquera pas aux spectateurs

les plus riches qui auront dépensé 5 000 euros ou plus pour assister à une compétition dans une loge VIP. Ils pourront tranquillement sabrer le champagne dans leur loge... et savourer ce privilège.

L. D.

France-Thermes Vichy : grève pour les salaires

Depuis vendredi 16 juin, la quasi-totalité de la centaine d'employés de l'établissement thermal de Vichy est en grève pour les salaires. Parmi eux il y a une majorité de saisonniers.

L'établissement, qui reçoit plusieurs centaines de curistes, ne fonctionne plus du tout. Plusieurs curistes ont manifesté leur soutien aux grévistes, surtout ceux qui sont déjà venus et qui ont noué des relations avec des employés exprimant au directeur leur colère de ne pouvoir continuer leur cure et exigeant le report de leurs soins. La direction a depuis fermé les portes de l'établissement en laissant les curistes dehors. Ceux qui sont hébergés dans les hôtels seront remboursés, pas ceux hébergés chez des particuliers !

Les grévistes, eux, se

retrouvent depuis le début de la grève sur le parvis pour discuter de leurs revendications, chantant même « *Pas d'pause, pas l'temps d'aller pisser / c'est le baigne, c'est les travaux forcés / en grève la compagnie vers une augmentation* ». C'est là partager de bons moments sans l'exploitation quotidienne.

Le mécontentement couvait depuis longtemps contre les salaires bloqués, contre les conditions de travail impossibles, le travail physique avec des journées qui commencent très tôt. Comme le dit une gréviste : « *Nous sommes des esclaves*



Grève aux thermes de Vichy.

et les curistes sont traités comme du bétail ». Chaque jour elle tient un jet de massage pendant six heures quasiment sans interruption, dans la chaleur et l'humidité ; chaque patient a droit à six minutes de jet mais ils se succèdent toutes les neuf minutes : il n'y a donc que trois minutes pour accueillir, faire se déshabiller, puis rhabiller et saluer les patients, souvent mal en point puisqu'en cure.

Plusieurs employés sont en arrêt à cause d'un burn-out. Tous en ont assez des retards de paiement, des

astreintes et des dimanches. Les grévistes réclament 5 % d'augmentation (pour des salaires au smic), l'embauche en CDI des saisonniers (certains le sont depuis 26 ans travaillant neuf mois par an) et l'amélioration des conditions de travail.

Depuis mercredi 21 juin, la grève se trouve renforcée par celle du personnel d'un autre centre de France-Thermes, celui de Châtel-Guyon.

La direction a fait une proposition « historique », dit-elle : des tickets restaurant... ce qui a mis tout le

monde d'accord contre elle. Certains ont trouvé cela humiliant.

Vendredi, elle a fait pression sur les grévistes et le dimanche elle a envoyé à chacun une lettre menaçant de licencier les saisonniers si le travail ne reprenait pas lundi 26 juin.

Ce jour-là, les Thermes étaient toujours fermés et le lendemain, les grévistes étaient toujours là, fiers des liens qu'ils ont créés entre eux et disant « *On a gagné ça !* ». La grève continuait donc !

Correspondant LO

Autoliv – Vienne : les actionnaires jamais rassasiés

Autoliv, une multinationale américano-suédoise qui produit des ceintures de sécurité, des airbags et des volants, a récemment annoncé un plan de 8 000 suppressions de postes – soit 11 % des effectifs – à mettre en œuvre d'ici 2025.

Pour la direction du groupe, ce plan, qui doit toucher principalement l'Europe, avec à la clé des fermetures de sites, a pour objectif d'améliorer les bénéfices qui seraient mis à mal du fait de l'augmentation du coût des matières premières non répercutée sur les prix de vente aux donneurs d'ordre, les constructeurs automobiles. Pour maintenir leur part du gâteau, les actionnaires décident donc de s'attaquer aux travailleurs.

Arguant d'une diminution des bénéfices pour le premier trimestre 2023,

74 millions de dollars contre 83 l'an passé, le PDG du groupe a annoncé dans un communiqué cette attaque et sa volonté de renégocier les prix de vente auprès des constructeurs automobiles. Ces déclarations ont fait bondir le cours de l'action à la Bourse, avec la perspective de profits et de dividendes en hausse alléchant les spéculateurs de tout poil.

En 2022, les 425 millions de dollars de bénéfices ont été captés à 80 % par les actionnaires en dividendes et rachats d'actions et, sur ces seules dernières années, des

milliards ont gonflé les profits du groupe. De l'argent, il y en a de toute évidence pour maintenir les emplois et augmenter les salaires.

L'usine, située à Chiré-en-Montreuil, près de Poitiers, a déjà connu régulièrement des suppressions de postes et les deux derniers plans, qui remontent à 2015 et 2019, ont ramené les effectifs de 600 à moins de 300 actuellement. Des productions sont parties en Tunisie, des machines en Roumanie. Si le détail du plan n'est pas connu à ce jour pour le site poitevin, l'inquiétude règne dans les ateliers. Les travailleurs auront à se mobiliser pour contrarier le plan des licenciements et défendre leur gagne-pain.

Correspondant LO

Innovia 3i – Pontaumur : en lutte contre la fermeture

Entreprise de fabrication de poudres destinées à l'alimentation animale et humaine, l'usine Innovia 3i de Pontaumur, dans le Puy-de-Dôme, va fermer. Elle fait partie du groupe Innovia, qui réunit sept sites de production et 364 salariés en France.

Le 27 avril un manager de transition a été mis en place par la direction du groupe, officiellement pour réaliser un « état des lieux ». Il s'est surtout empressé de réorganiser la production et de mettre sous pression les travailleurs : fermeture de l'usine les week-ends, mais passage aux 3x8 d'un atelier, avec les conséquences financières, intérimaires renvoyés... Et la suite n'a pas traîné, le 1^{er} juin la direction du groupe annonçait la fermeture de l'usine dès le mois de juillet et le licenciement des 36 salariés, au prétexte des difficultés économiques et de la perte des clients principaux, tout en assurant chercher un repreneur.

Pourtant, Innovia est une filiale d'Adisseo, un leader mondial dans l'alimentation animale, qui se porte très bien. De toute évidence, la réalité est bien différente de ce que prétend la direction. Alors que depuis des

années le groupe laissait se dégrader l'outil de production à Pontaumur, il concentrait les investissements dans la construction d'une nouvelle usine à Segré, dans le Maine-et-Loire, et alors que les commandes se tarissaient à Pontaumur, tous les clients étaient repris par le site de Segré.

Pour tenter de décourager toute résistance, le manager de transition dépêché par la direction provoquait les travailleurs en leur déclarant qu'il avait déjà fermé des usines et qu'il n'avait aucun état d'âme. Ceux-ci n'ont pas l'intention de se laisser faire. Ils ont voté à la majorité un débrayage de deux heures à chaque poste depuis le 20 juin, exigent une indemnité de licenciement supra-légale et ont fait le lien avec les représentants du personnel du siège de La Rochelle, où il y a eu un débrayage de soutien.

Correspondant LO



Des salariés d'Autoliv en grève dans le Finistère en mars 2023.

Fontaine Insertion – Grenoble : grève et solidarité

Mercredi 21 juin, une partie des salariés de Fontaine Insertion étaient en grève pour protester contre la menace de licenciement de leur délégué CGT Ibrahim, convoqué ce jour-là à un entretien par la direction.

Derrière de faux prétextes, il y a l'envie d'intimider Ibrahim, à l'origine du syndicat CGT qui s'oppose à l'exploitation dont tous les travailleurs de ce site sont victimes. Fontaine Insertion est une association de l'agglomération grenobloise qui, sous le vernis de « permettre une meilleure insertion en faveur des personnes handicapées », n'en est pas moins une

entreprise sous-traitante de montage-câblage qui facilite la tâche des industriels en matière d'obligation d'emploi de personnes handicapées. Sans les embaucher directement, les grandes entreprises locales, comme Schneider ou Caterpillar, évitent ainsi d'être sanctionnées financièrement, tout en faisant des économies sur les rémunérations car ce ne sont pas



les mêmes avancements, primes et autres avantages. C'est une des nombreuses ficelles dont disposent les grands patrons pour contourner la loi avec la complicité des pouvoirs publics.

Plusieurs travailleurs racontent ce qu'ils subissent chaque jour : humiliations, insultes et avertissements sont distribués à la pelle par les chefs. Les nombreux signalements faits à l'inspection du travail et les plaintes aux Prud'hommes en témoignent. Depuis le

mois de janvier, on compte une vingtaine d'accidents du travail contestés systématiquement, ce qui retarde les indemnités. La direction fait aussi traîner les formalités permettant le paiement des arrêts maladie, une manière de mettre la pression contre les absences. Les salaires sont au plancher. Rien n'est fait pour l'aménagement des postes de travail dans ces vieux ateliers mal éclairés. Malgré les étés caniculaires, il a fallu une heure de grève l'an dernier pour

obtenir climatiseurs et ventilateurs et même de l'eau fraîche et des frigos !

Au bout de deux heures d'entretien avec le directeur, Ibrahim a raconté comment les faits qui lui étaient reprochés ne tenaient pas la route, tout en remerciant la centaine de militants CGT présents, venus le soutenir. Une solidarité grâce à laquelle les travailleurs du site se sont sentis un peu moins seuls face aux méthodes inadmissibles de leur direction.

Correspondant LO

NTN – Allonnes : la direction a dû en rabattre

Suite à un mouvement de grève suivi sur les trois équipes entre le 13 et le 15 juin, la direction de NTN à Allonnes, dans la Sarthe, avait dû avancer la date de « revoyure » pour rediscuter des augmentations de salaire au vu de l'inflation.

Les grévistes demandaient une augmentation de 6 % et une augmentation de 100 euros pour les intérimaires. Lorsque la direction de NTN a fini par annoncer une réunion, la grève a été moins forte. Néanmoins pas mal de travailleurs, selon les équipes, la continuaient entre 59 minutes et la journée entière pour maintenir la pression. Bien difficile dans ces conditions de parler d'une reprise du travail tant la production était désorganisée.

Après une proposition de la direction, mercredi 21 juin, jugée insuffisante par la grande majorité des grévistes, elle proposait le lendemain une augmentation de 56 euros brut pour les salaires de moins de 2 079 euros et de 47 euros brut au-delà. Si on additionne cette augmentation avec celles obtenues en

décembre dernier, cela revient environ à 120 euros brut pour l'année, soit environ 6,2 % d'augmentation en moyenne. La direction s'engageait par ailleurs à étudier avec l'agence d'intérim des changements de coefficients pour les intérimaires ; chose qu'évidemment les travailleurs devront contrôler.

Bien des travailleurs notaient que ces augmentations sont insuffisantes au regard de ce qu'il faudrait à tout le monde. Ils ont néanmoins voté presque unanimement pour accepter cette proposition et reprendre ensemble. Car au-delà des salaires, ils sont contents d'avoir mené en grand nombre la lutte pour se faire respecter par cette direction méprisante. Une victoire morale qui comptera certainement pour l'avenir.

Correspondant LO

Safran – Villaroche : Macron derrière une armée de policiers

Vendredi 16 juin, à Safran – Villaroche, en Seine-et-Marne, Macron est venu faire son spectacle dans l'usine. Sa grande angoisse : croiser des salariés en colère contre sa politique.

Il est vrai que certains, qui ont manifesté pendant des mois pour les retraites, songeaient à profiter de l'occasion pour lui dire que les 64 ans, c'était toujours non ! Par contre, Macron n'avait rien à craindre des syndicats : aucun n'a voulu appeler à lui faire un comité d'accueil. Ni FO, ni la CFDT, ni la CGC n'ont sorti le moindre tract. Quant à la CGT, ses dirigeants centraux en ont bien fait un, mais dans celui-ci, il n'y avait pas une ligne pour dénoncer Macron ! Au contraire, le tract disait même rejoindre sa prétendue politique écologique, saisissant l'occasion pour, sur un ton obséquieux, s'associer à Macron sur ce sujet. Comme si lui et son gouvernement cessaient d'être les ennemis des travailleurs dès lors qu'ils parlent hypocritement d'écologie.

Ces délégués centraux semblent avoir réalisé leur vœu en se faisant humblement recevoir en privé par une conseillère de l'Élysée, à l'écart de tout contrôle par les travailleurs.

Quant à Macron, il avait fait déployer les grands moyens pour interdire tout accès à l'endroit où il se montrait. En arrivant, les salariés avaient l'impression que l'usine était sous occupation. Toute une armée de policiers en civil avait envahi le site, arborant leur attirail de guerre : les travailleurs présents n'avaient jamais vu autant d'armes de leur vie. Il était impossible d'approcher Macron à moins de 300 mètres, l'atelier où il a fait sa mise en scène ayant été coupé du reste de l'usine, comme si c'était le Pentagone. La direction y avait sélectionné un public

limité.

Des militants locaux de la CGT, qui voulaient se rendre dans ce secteur, se sont retrouvés bloqués par la police et escortés jusqu'à leur local, lequel est resté encerclé tout le temps où Macron était là, comme si les militants étaient assignés à résidence.

Loin de cette réalité, les médias ont complaisamment relayé le discours de Macron sur une future aviation prétendument non polluante, parlant d'avion « zéro émission ». Derrière ce nouveau prétexte, c'est toujours la même vieille politique : Macron utilisant l'écologie pour annoncer pas moins de 2,1 milliards d'euros de subventions pour le secteur aéronautique d'ici à 2030.

Macron a parlé de « développer le premier avion ultrasobri », mais pour les capitalistes, la surconsommation d'argent public continue.

Correspondant LO



Motherson Rougegoutte-Belfort : **en grève**

Lundi 26 juin, les ouvriers embauchés des deux sites Motherson de Rougegoutte, sur le Territoire de Belfort, se sont mis en grève dans la matinée, rejoints par les équipes d'après-midi et du soir.

Motherson est sous-traitant de l'automobile, fabricant de panneaux de portes et tableaux de bord, surtout pour Stellantis à Sochaux.

Les ouvriers attendaient une prime d'intéressement importante. Mais selon la direction du groupe, tous les critères n'étaient pas réunis. Pour les travailleurs, c'est apparu comme une provocation : « *Le groupe n'a jamais d'argent pour nous, il manque toujours quelque chose dans leurs critères* ». Lundi matin, le directeur a annoncé une prime de 100 euros brut. Pour bien des travailleurs, c'était inacceptable et il fallait le montrer. Soutenus par les syndicats CGT et FO, ils ont cessé le travail, se rassemblant devant l'une des deux usines. Le directeur est venu s'expliquer devant les grévistes : « *Ce n'est vraiment pas le moment de faire grève. [...] Ça va mettre à l'arrêt Stellantis.*

[...] *Vous et nous sommes en difficulté. Réfléchissez.* » Pour les grévistes, c'était tout réfléchi, il fallait une vraie prime, 2 000, 3 000 et même 4 000 euros. Certains demandaient le paiement des jours de grève.

La colère est d'autant plus grande que ces derniers mois, la direction a donné un lapin en chocolat à Pâques, un sac isotherme ou encore une brioche selon les ateliers. Le comble, ce sont des pizzas présentées comme offertes mais finalement avec un retrait sur la prime de panier du mois ! Pour les travailleurs, ce sont des mesquineries qui s'accumulent alors que les salaires sont insuffisants et que les cadences augmentent.

Depuis 2020, l'usine vit, comme l'ensemble du secteur automobile, au rythme des jours de chômage partiel, avec des semaines plus longues ensuite pour

rattraper les retards. Depuis un an, quatre samedis sont obligatoirement travaillés et souvent, quand ils sont récupérés, une heure de salaire est perdue. Les travailleurs voient qu'il y a, en revanche, de l'argent pour racheter d'autres usines et pour faire des aménagements dans les ateliers.

La grève est très massivement suivie par les embauchés et l'usine fonctionne au ralenti. Mardi soir, dans l'équipe de nuit, des intérimaires ne sont pas venus travailler.



Avec des travailleurs de Stellantis venus en soutien.

En raison du manque de pièces, l'usine Stellantis de Sochaux était à l'arrêt pour l'équipe du matin.

Quand les travailleurs s'arrêtent, on en voit tout de suite les conséquences.

Correspondant LO

Opcommerce-Tours : **“Quoi qu'il en coûte”... aux salariés!**

La formation par alternance connaît depuis 2019 un grand succès. C'est la voie essentielle choisie par le gouvernement pour la formation professionnelle et elle a engendré pas mal d'effets d'aubaine.

Les établissements privés aux frais de scolarisation élevés ont fleuri. Ils sont financés via les Opcos (opérateurs de compétences) par l'État qui leur a délégué l'attribution des fonds collectés pour la taxe d'apprentissage.

Les entreprises employant des alternants bénéficient de leur travail pendant les deux-tiers du temps annuel (pour 43 % du smic), le tiers restant étant dévolu à la formation théorique. Elles reçoivent une prime forfaitaire annuelle (anciennement 8 000 euros et désormais 6 000) qui permet de couvrir quasiment les frais de salaire des alternants. L'Opcos, quant à lui, finance les frais de scolarité grâce aux fonds publics de la formation professionnelle qui ont atteint 14 milliards en 2023. Les cotisations patronales sont

calculées de manière à annuler presque en totalité le coût pour l'employeur de l'embauche d'un apprenti de moins de 21 ans. L'apprentissage est désormais un système à guichet ouvert qui n'a pas manqué d'entraîner pour les agents des Opcos une masse de tâches supplémentaires. Avec dans certaines structures, comme à Tours, un « management » délétère.

La façade servie sur Internet par les Opcos en panne de recrutement dit : « *Vous rejoignez une entreprise où la qualité des liens humains est primordiale, où la direction accorde réellement de l'intérêt et de l'attention au bien-être de ses collaborateurs* », mais les Opcos ne sont pas exempts de maltraitance, aboutissant à des démissions, des licenciements et des risques psycho-sociaux très élevés. Des

méthodes constatées par l'inspection du travail de Tours, sans pour autant que la direction nationale de l'Opcos trouve quoi que ce soit à y redire. Au contraire, les lanceurs d'alerte ont été stigmatisés, convoqués à plusieurs reprises par la DRH nationale et poussés à la démission. S'y sont ajoutés des accusations mensongères, une surveillance tatillonne, ainsi que le blocage des salaires. Une salariée licenciée a porté plainte pour harcèlement auprès du commissariat de Tours et entamé une procédure aux Prud'hommes pour obtenir réparation du préjudice subi.

À Tours, suite à l'intervention de l'inspection du travail, la manager mise en cause a été écartée de la structure mais cela a pris des années.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, annonce des économies drastiques pour ces opérateurs de l'État. C'est encore une source d'inquiétude pour les salariés auxquels on risque de faire supporter des décisions arbitraires, les managers ayant tout pouvoir.

Ce ne sont pas les hauts cadres et autres directeurs nationaux, ceux-là même qui se chargent avec zèle de faire passer la pilule de la fin du « quoi qu'il en coûte » qui en feront les frais, mais bien les employés. Ces derniers en sont convaincus, et c'est bien ce qui les révolte.

Correspondant LO

Forvia/Faurecia : **les subventions explosent, les emplois s'évaporent**

L'équipementier automobile Forvia/Faurecia a reçu 213 millions d'aides de l'Union européenne pour la transition du thermique à l'hydrogène.

Le groupe a touché en cinq ans 7,2 millions d'euros d'aides directes et indirectes de la région Bourgogne Franche-Comté, pour ses deux entreprises du Pays de Montbéliard, filière Échappement, en voie de conversion à l'hydrogène.

Ces deux entreprises sont Bavans (818 salariés) et Allenjoie (Tchechno-land2), l'« usine du futur » où ont été transférés les 318 salariés CDI de Beaulieu Mandeuire. À quoi servent les aides reçues ? Manifestement pas à maintenir l'emploi. Faurecia a fermé l'usine de Diors, dans l'Indre, ce qui a supprimé trente-cinq emplois ; des machines ont été transférées à Allenjoie. Là, une petite production de cinquante réservoirs hydrogène par semaine a commencé pour Stellantis et

Renault, et en même temps 70 CDI parmi ceux venant de Beaulieu ont déjà disparu ; les intérimaires sont moitié moins nombreux (110 au lieu de 200). À Bavans, où l'embauche est fermée, une dizaine de travailleurs sont poussés chaque mois à la démission.

Pour un groupe puissant comme Faurecia et tous ceux de l'automobile, la transition énergétique se traduit par une formidable manne d'argent public, faite pour sauver leurs profits immédiats, tout en licenciant à tour de bras. Pour se protéger du chômage alors que ceux qui restent travaillent dans des conditions de plus en plus dures à moins nombreux, les travailleurs devront se mobiliser : les emplois et les salaires d'abord !

Correspondant LO



Publicité de l'Opcommerce.

Hutchinson - Châlette-sur-Loing : les bénéficiaires doivent servir à maintenir tous les emplois !

Mardi 20 juin, après l'annonce début mai de la suppression de 170 emplois, deux rassemblements ont eu lieu à l'usine Hutchinson de Châlette-sur-Loing pour dénoncer ces licenciements déguisés. Près de 200 travailleurs étaient présents, soutenus par une trentaine de militants du Loiret et de militants d'autres usines Hutchinson.

Beaucoup de travailleurs se posent des questions sur leur avenir et l'inquiétude domine, d'autant plus que c'est le deuxième plan de licenciements en trois ans. En effet, 800 emplois avaient été supprimés fin 2020 dans les usines françaises du groupe. Une nouvelle fois, pour faire accepter cette attaque, la

direction dit que les départs seront volontaires. Mais ce sont bel et bien des licenciements qui concernent tous les travailleurs. 170 postes ne seront pas remplacés, alors même que près de 150 intérimaires ne demandent qu'à être embauchés. Tous ceux qui resteront savent, par expérience, que cela entraînera une dégradation des conditions de travail. Une ouvrière a pris la



parole pour en témoigner et le dénoncer.

La direction justifie ces licenciements par une baisse des commandes due à la transition énergétique et au passage aux voitures électriques. Pourtant, au cours de l'année, dans certains secteurs, elle a régulièrement eu recours aux heures supplémentaires et au travail du samedi.

Les travailleurs ont de quoi être écœurés par le cynisme de patrons pour qui la transition énergétique n'est qu'un prétexte de plus pour licencier, tout en empochant de l'argent public. Ils se moquent du sort de la planète comme ils se moquent du sort des travailleurs et n'hésitent pas à présenter leur attaque comme une aubaine permettant à ceux qui veulent partir de le faire. C'est cynique car

aujourd'hui, si ceux qui sont proches de la retraite ont hâte de partir, c'est parce qu'ils sont usés par des conditions de travail sans cesse dégradées. Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter de voir les emplois et les salaires attaqués.

À Châlette et dans toutes les usines du groupe, pour maintenir tous les emplois il faut imposer que le travail soit réparti entre tous, sans perte de salaire. Le groupe Hutchinson fait des profits record et verse, tous les ans, 140 millions de dividendes à Total, qui est passé de 10 à 20 milliards de profits. Tous ces milliards sont le fruit du travail et de la sueur des travailleurs, ils doivent servir à maintenir tous les emplois. C'est donc aux actionnaires, et à eux seuls, de payer.

Correspondant LO

France Plastiques - Limay : pour les salaires et la dignité

Depuis jeudi 15 juin, les travailleurs de l'usine France Plastiques, établie dans la zone industrielle de Limay dans les Yvelines, sont en grève.

Le mécontentement général a déclenché la grève chez la quasi-totalité des 80 salariés embauchés dans cette usine de recyclage de bouteilles plastique. Les grévistes se sont installés devant l'usine, où la direction essaye de jouer le pourrissement et multiplie les pressions individuelles.

Les salaires sont insuffisants. Les travailleurs réclament une augmentation générale de 100 euros au

minimum et le paiement des dimanches à 200 %. Les horaires de travail en 5x8 les amènent en effet à travailler plusieurs dimanches dans le mois, mais au lieu d'être payés le double comme le prévoit la loi, la rémunération se fait sous forme de prime. Les grévistes réclament également le paiement du temps d'habillage, ainsi qu'une augmentation de la prime de panier à neuf euros.

La direction voudrait diviser les travailleurs grâce aux qualifications qui ne correspondent pas au travail effectué. Elle l'a encore montré en refusant par deux fois de discuter tant que la grève continue. Il s'y ajoute son mépris qui permet à peine de se rendre aux toilettes. Comme le disait un salarié, présent depuis le début, « il y a quatorze ans que l'entreprise existe, nous n'avions jamais fait grève. Avec leur mépris, ils ont réussi à nous solidariser tous et à renforcer notre détermination. »

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Liberté de la presse : au bon vouloir des actionnaires

Les journalistes du *Journal du dimanche* ont décidé la grève, à la quasi-unanimité, contre l'arrivée de leur futur directeur de rédaction, le journaliste d'extrême droite Geoffroy Lejeune. Cette grève a empêché la parution du journal le 25 juin.

Geoffroy Lejeune était le rédacteur en chef de *Valeurs Actuelles*, un hebdomadaire ayant ouvertement fait campagne pour Éric Zemmour. Ce journal avait aussi publié en avril 2021 une tribune d'une vingtaine de généraux en retraite qui laissait planer la menace d'un putsch de l'armée pour rétablir l'ordre contre les « hordes de banlieue ». Publiée soixante ans jour pour jour après le putsch des généraux à Alger le 21 avril 1961, cette provocation était significative des orientations politiques de ce journal et de son ancien directeur.

Mais, si Geoffroy Lejeune vient d'être nommé à la tête du *JDD*, c'est parce que le milliardaire Bolloré, lui aussi soutien de Zemmour, a pris possession du groupe Lagardère,

propriétaire du *JDD*. Il y a quelques années déjà, Bolloré avait mis la main sur le groupe Canal+ et transformé sa chaîne d'information, i-Télé devenue CNEWS, en un repaire de journalistes d'extrême droite... ou de droite extrême. Des mobilisations avaient déjà rassemblé des journalistes et des salariés de ces chaînes contre cette politique mais cela s'était conclu par le licenciement ou le départ d'une bonne partie d'entre eux. Cela fait donc un moment que Bolloré, ce grand bourgeois qui a fait fortune en mettant la main sur l'exploitation de nombreux grands ports maritimes d'Afrique de l'Ouest ou encore grâce à l'obtention de marchés publics comme ceux d'Autolib, a décidé d'utiliser une partie de sa fortune pour se créer un

empire médiatique qui lui rapporte beaucoup et en même temps lui permet de promouvoir les idées d'extrême droite.

Cela choque, et à juste titre. Mais Bolloré n'est pas une exception. La presse entière ou presque est détenue par de grandes familles bourgeoises. Les chaînes du groupe TF1, dont LCI, appartiennent à la famille Bouygues. Celles du groupe RMC-BFM TV sont la propriété du milliardaire Patrick Drahi. *Le Monde* est possédé par Xavier Niel, propriétaire de Free ; *Le Figaro* l'est par le groupe Dassault ; *Le Parisien*, *Aujourd'hui en France* et *Les Echos* appartiennent à LVMH, propriété de Bernard Arnault. Et ces actionnaires contrôlent leurs médias tout autant que Bolloré, même s'ils ne le font pas de façon aussi brutale, en mettant en avant une propagande aussi réactionnaire. Xavier Niel l'avait avoué, il y a quelques années, à un journaliste qui l'interviewait : « *Quand les journaux m'emmerdent,*



CAPTURE DEFENSE 92

Dans les mains de LVMH.

je prends une participation dans leur canard et ensuite, ils me foutent la paix. »

Il n'existe pas de réelle liberté de la presse. Même si les différents journaux ou médias peuvent avoir des colorations politiques différentes, ils ont tous en commun un parti pris pour l'ordre établi et fondamentalement du côté du grand patronat. Leur parti pris est flagrant lors des grèves ouvrières ou encore quand

ils relaient la propagande pro-occidentale actuelle à propos de la guerre en Ukraine. Les médias sont une arme dans la lutte de classe pour la bourgeoisie, à qui la sacro-sainte propriété privée donne tous les droits. La liberté de la presse commencera lorsque les travailleurs réussiront à exproprier les capitalistes qui en sont les propriétaires.

Pierre Royan

Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky

Esteban Volkov, né Vsevolod Platonovitch Volkov, le petit-fils de Trotsky, est mort le 16 juin 2023 dans le quartier de Coyoacan, au sud de Mexico, où il vivait depuis 1939. Il avait 97 ans.



Né en 1926, il était le fils d'une des filles de Trotsky, Zinaïda Volkova, et de Platon Ivanovitch Volkov, membre de l'opposition

trotskyste, fusillé par Staline en 1936. En 1931, Zinaïda fut autorisée à quitter l'URSS, pour des raisons médicales, à condition d'y laisser l'un de ses enfants en otage. Elle emmena Vsevolod, communément appelé Sieva. Après le suicide de Zinaïda en 1933, Léon Sedov, un des deux fils de Trotsky, qui l'avait suivi dans l'exil, le prit en charge. Après l'assassinat de Sedov en 1938, Alfred Rosmer, ami de Trotsky, emmena le jeune garçon à Mexico où son grand-père avait trouvé refuge grâce aux bons offices de Lazaro Cardenas, le président du Mexique.

Lorsque, le 24 mai 1940, des staliniens commandés par le peintre Siqueiros tentèrent d'assassiner Trotsky, Sieva, comme son

grand-père, fut légèrement blessé. Trois mois plus tard, Ramon Mercader réussit à assassiner Trotsky, qui mourut le 21 août 1940.

Sieva, qui avait mexicanisé son prénom en Esteban, décida dans les années 1980 de transformer la maison où Trotsky avait été assassiné en Musée Maison de Léon Trotsky, maintenue dans l'état où elle était en 1940.

Sans être un militant trotskyste, Esteban Volkov affichait une solidarité politique avec son grand-père et fut souvent sollicité pour rendre hommage au combat de Trotsky. Légataire de ses œuvres, il avait publié, encore en 2012, un recueil en langue espagnole des derniers écrits de Trotsky. Un de ses regrets, exprimé la même année, était que la Quatrième Internationale n'ait jamais vraiment vu le jour.

Jacques Fontenoy



Lutte ouvrière à votre rencontre

Depuis le 26 juin, les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à fin août. Voici les prochaines étapes.

Franche-Comté

Jeudi 29 juin :
Vesoul
Vendredi 30 juin :
Pontarlier
Samedi 1^{er} juillet :
Besançon

Picardie

Lundi 3 juillet :
Beauvais
Mardi 4 juillet :
Amiens
Mercredi 5 juillet :
Le Tréport
Jeudi 6 juillet :
Amiens
Vendredi 7 juillet :
Beauvais
Samedi 8 juillet :
Abbeville

Yonne

Lundi 3 juillet :
Auxerre
Mardi 4 juillet :
Avallon



Mercredi 5 juillet :
Avallon
Jeudi 6 juillet :
Sens
Vendredi 7 juillet :
Montbard
Samedi 8 juillet :
Montbard